Réserve naturelle de l'estuaire de la Seine

Conseil scientifique

**AVIS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE
SUR LE TROISIEME PLAN DE GESTION**

Mai 2013

Avant propos.

Tout d'abord, le Conseil scientifique tient à reconnaître le travail de grande qualité produit par le gestionnaire, tant dans le document de diagnostic que dans celui définissant les objectifs et opérations. Nous soulignons d'autant plus ce point que le gestionnaire a dû travailler dans des conditions particulièrement difficiles. En effet, en plus du contexte conflictuel permanent entre les acteurs dans le territoire de la réserve, le gestionnaire a dû faire face à des délais de rédaction et d'écriture très courts. Dans cette situation, il est aussi évident que le conseil scientifique, recevant les documents de ce troisième plan de gestion en date du 22 avril 2013 et devant rendre un avis pour début mai, n'a pas pu analyser tous les points ni rendre un avis complet. Ainsi, il aurait été intéressant de se pencher sur la question des suivis scientifiques. Ce travail n'a pas pu être conduit par le conseil scientifique et restera à faire. Nous ne pourrions donc dans cet avis que nous concentrer sur les points nous paraissant essentiels et avons conscience des défauts de la démarche.

Deux points négatifs ressortent particulièrement.

1. La question des zones de non chasse.

La carte des futures zones de non chasse ne correspond pas aux demandes du Conseil scientifique. Bien que respectant l'engagement de mettre hors chasse 50% de la surface terrestre, ces zones sont dispersées, loin des secteurs halophiles et sur des espaces peu fréquentés par les oiseaux d'eau les plus menacés. La perspective d'aménagement de ces zones ne permettra pas de les rendre toutes attractives pour ces espèces d'oiseaux. Les propositions mises en avant dans ce 3^{ème} plan de gestion sont contradictoires avec celles proposées dans la « Note de cadrage » du Préfet (comité consultatif du 22 novembre 2012). Elles sont aussi en contradiction avec les conclusions du rapport ministériel d'août 2011 (Bouvier M. et Escafre A.) qui signalait :

« Il est plus intéressant de viser à ménager une zone de quiétude continue, sur un secteur favorable à l'avifaune, que de s'attacher à atteindre d'emblée les 50 % arbitraires. La mission retient donc préférentiellement de partir de l'option développée par l'ONCFS, en classant en non chasse le secteur aval du pont de Normandie et à partir de là en étendant progressivement vers l'Est cette zone, en utilisant des opportunités de non renouvellement de demandes d'AOT sur la zone favorable. »

Le rapport reconnaissait ainsi :

- La validité d'une zone de quiétude sur les zones favorables. Celles-ci avaient été identifiées dès 2006 par le Conseil scientifique (voir avis du conseil scientifique en annexe 1 et 2).
- Que la proposition du rapport (les zones à l'ouest du Pont de Normandie) est insuffisante, puisqu'il faudra dans l'avenir les étendre...vers l'Est, c'est-à-dire exactement ce qu'a proposé le Conseil scientifique dans son avis sur le 2^{ème} plan de gestion. Jusqu'à quelle superficie ? Le Conseil scientifique propose 50%. Cette proposition n'est pas arbitraire puisque nous avons hiérarchisé les zones favorables à l'avifaune, constaté qu'elles formaient un ensemble cohérent représentant environ la moitié de la surface terrestre de la Réserve. Nous avons donc cherché à expérimenter une solution pour ne pas avoir à proposer l'arrêt total de la chasse dans la Réserve. Ce choix devra bien sûr être évalué en fonction de l'état des populations d'oiseaux.

Les propositions de ce troisième plan de gestion sur les zones de non chasse dénaturent fortement la position réitérée à de nombreuses reprises du conseil scientifique de la réserve, comme formulée dans son avis de 2008 :

« Il nous paraît indispensable, afin de rendre l'exercice de la chasse compatible avec les impératifs de maintien de la biodiversité, de mettre hors chasse 50% de la partie terrestre de la réserve naturelle, ces 50% incluant les zones proposées précédemment par le Conseil scientifique et constituant une superficie d'un seul tenant. »

Il en résulte des micro-zones de non chasse éparpillées aux points extrêmes de la réserve naturelle : la zone d'un seul tenant ou de deux tenants (notre de cadrage) est donc abandonnée; ces micro-zones sont pour certaines déjà des zones de non chasse (estacade du Hode, Millenium) ou des zones très peu chassées (zone de la Cerlangue); ces zones sont pour la plupart des zones non accueillantes pour les oiseaux d'eau (limicoles et canards); ces propositions de zone de non chasse prennent donc l'exact contre-pied de toutes les recommandations.

En outre l'éparpillement et la multiplication de micro-zones vont entraîner une plus grande vulnérabilité pour les oiseaux migrateurs qui devront traverser des champs de tir pour rejoindre les zones protégées; aucune zone tampon n'est prévue autour de ces micro-zones, les chasseurs seront donc à proximité immédiate de ces micro-zones et leurs tirs feront donc fuir tous les oiseaux réfugiés dans ces zones; le président des chasseurs de la rive sud (ACDPME) l'a d'ailleurs déclaré au cours du groupe de travail chasse du 10 avril « *les deux solutions présentées font apparaître un morcellement des zones de non chasse, ce qui n'est pas dans l'intérêt des espèces* ».

Par ailleurs il sera impossible d'assurer la surveillance de micro-zones éparpillées aux quatre coins du territoire, ce qui facilitera grandement le braconnage récurrent dans la réserve naturelle.

Il est donc évident que ces micro-zones ne rempliront pas leur rôle de protection des oiseaux.

Le conseil scientifique demande encore la mise en place de zones de non chasse établies sur la base de sa proposition initiale cartographiée en novembre 2010 (Annexe 3).

2. La question de la fertilisation des prairies.

La fertilisation à 60 unités maintenue sur certains secteurs ne préserve pas les habitats et les espèces mais favorise au contraire la banalisation des milieux. Des dépassements des limites fixées sont possibles du fait des difficultés de contrôle.

Le chargement instantané supérieur ou égal à 2 UGB/ha est cohérent avec le maintien de la fertilisation et la gestion des niveaux d'eau mais relève d'une agriculture encore trop intensive pour une réserve naturelle et est peu favorable à la biodiversité.

Ce point est essentiel, car la fertilisation des prairies induit toute la chaîne de gestion agricole (dates de fauche, gestion de l'hydraulique) et a des conséquences lourdes sur la biodiversité. Il convient de rappeler les nombreux travaux et études scientifiques le démontrant.

Il est intéressant de noter les conclusions (Courrier de l'INRA 2001 N° 43) de Broyer J. suite à ses travaux dans le val de Saône :

« Or, la diversité floristique des prairies, qui permet cette succession des cycles de floraison, diminue rapidement avec la fertilisation azotée ». Contre toute évidence première, c'est donc d'abord parce que la prairie est rarement fertilisée autrement que par le limon de la crue que le Râle des genêts subsiste encore dans le Val de Saône. Le point de vue du botaniste sur la gestion des prairies rejoint d'ailleurs celui de l'ornithologue : une stricte limitation de l'emploi des intrants, des fauches tardives et, pour les prairies pâturées, le contrôle des charges et des durées du pâturage, sont en effet les principales préconisations pour espérer conserver dans les espaces pastoraux français, les 291 espèces de végétaux supérieurs rares ou menacés (Delpech, 1999).

Tous ceux qui, aujourd'hui, s'évertuent à empêcher l'extinction du Râle des genêts en Europe, comme plus généralement à assurer la survivance des écosystèmes prairiaux, doivent méditer les raisons profondes de cette habitude peu conventionnelle des paysans du Val de Saône, qui consiste à ne pas fertiliser leurs herbages. »

Si sur certains secteurs la fertilisation a été abandonnée dans ce troisième plan de gestion, une évolution urgente est indispensable au vu de la dégradation globale de la situation des fonctionnalités écologiques dans l'estuaire. Le fait que le décret laisse la possibilité de fertilisation n'implique nullement une obligation de mauvaise gestion des prairies.

Si la décision de maintenir une fertilisation des prairies était confirmée, le Conseil scientifique juge indispensable la réalisation d'un suivi des conséquences des intrants dans les prairies par la mise en place d'un protocole expérimental permettant de comparer, à l'échelle d'une même prairie, les surfaces fertilisées et celles qui ne le seraient plus.

Ces deux points à eux seuls justifient un **avis défavorable** du conseil scientifique sur ce troisième plan de gestion.

D'autres points nous paraissent importants à développer :

1. Le premier point serait de réaliser un bilan des connaissances scientifiques acquises sur le domaine de l'estuaire et plus particulièrement faire la synthèse des études permettant de mettre en avant la composition, la structure et les fonctions associées aux écosystèmes typiques des milieux estuariens. Cette démarche permettrait de poser des réflexions de gestion à moyens termes (restauration écologiques éventuelles à mettre œuvre) et à long termes (conséquences des changements globaux), de procéder à un transfert des connaissances plus efficace auprès des acteurs locaux et d'aider à la décision.

2. Le deuxième point serait de lancer une démarche consultative auprès d'autres structures gestionnaires de milieux estuariens. La création d'un groupe de réflexion, constitués d'experts principalement extérieurs à la région, permettrait d'initier des discussions sur des questions concrètes de gestion et de bénéficier de retours d'expériences menés sur d'autres territoires.

3. La gestion des niveaux d'eau.

Si l'objectif clairement affirmé du deuxième plan de gestion d'« accroître l'inondabilité de la plaine alluviale et le niveau hydrique général pendant les périodes printanières et estivales, ceci tant pour la flore que pour favoriser la nidification des oiseaux et augmenter la capacité d'accueil pour les migrateurs printaniers » n'est pas clairement réaffirmée dans le 3^{ème} plan de gestion, il faut prendre en compte les avancées de ce dernier dans ce domaine au vu des propositions concrètes définies. C'est l'un des principaux points positifs de ce plan de gestion.

Toutefois, bien que la gestion hydraulique soit largement assurée par des ouvrages artificiels, il convient de rechercher une certaine naturalité en n'accéléralant pas la baisse des niveaux d'eau, comme cela est prévu dans le secteur 5, par une action sur les rehausses des vannes. Cette disposition répond à une logique d'agriculteurs qui souhaitent faire les foins tôt en saison pour organiser leur travail entre plaine alluviale et plateau et restent dans un système d'agriculture encore trop intensive (drainage, engrais, chargements élevés, fauche précoce...).

La variabilité des dates de marées en mars risque aussi de prolonger la coupe de roseaux jusqu'à fin mars, alors que la date du 15 mars était déjà un compromis et qu'un dépassement, même de quelques jours, peut avoir de lourdes conséquences pour l'avifaune. Nous regrettons du reste vivement les dérogations pour la coupe des roseaux (postérieures au 15 mars) mises en œuvre au printemps 2013.

La baisse des niveaux d'eau en janvier-février présente un risque, sachant que les niveaux sont parfois difficiles à reconstituer.

Enfin, une réflexion sur les conséquences de la gestion des niveaux d'eau et le devenir des ouvrages de gestion de ces niveaux devrait être mise en avant. Une comparaison avec des systèmes estuariens français (en premier lieu celui de la Loire) possédant encore un fonctionnement par débordement du fleuve pourrait être envisagée.

4. Les fonctionnalités écologiques estuariennes.

La biodiversité de la Réserve naturelle, en tant que zone humide estuarienne, est fortement dépendante des caractéristiques de ces habitats aquatiques adjacents, qu'ils soient d'origine naturelle ou non. Ces habitats poursuivent une trajectoire temporelle d'évolution en relation avec la dynamique hydro-sédimentaire des eaux saumâtres et de leurs fonds associés.

On peut s'étonner que le plan de gestion ne s'appuie pas plus sur les connaissances acquises dans le cadre du programme Seine Aval pour dégager une réflexion de fond quant aux conséquences de cette trajectoire sur les objectifs à long terme énoncés par le gestionnaire en s'appuyant sur le contexte actuel de dégradation des fonctionnalités d'habitats aquatiques essentiels et sur les réflexions concernant le changement climatique à l'échelon régional.

Le document d'évaluation ne fait pas ressortir l'ensemble des enjeux en matière de fonctionnalités écologiques des habitats aquatiques. La dégradation des zones intertidales est tangible au cours des dix dernières années mais n'est que peu évoquée dans le document.

Par conséquent on se pose la question des réelles possibilités d'atteindre les objectifs à long terme, alors que certains indicateurs sont déjà dans le rouge en ce qui concerne certains habitats (comblement des vasières et de l'ensemble de l'amont de la Fosse Nord) et peuplements (fonctionnalités des vasières vis-à-vis de l'ichtyofaune et de l'avifaune limicole).

Il est évident que le gestionnaire ne dispose pas à lui seul des leviers susceptibles d'enrayer les tendances en cours. Cependant il est regrettable que le précédent plan de gestion ne soit pas mieux exploité dans le but de mettre en évidence les processus en jeu sur les habitats aquatiques et leurs conséquences à terme, produire des bilans (indicateurs) qui explicitent ces dégradations et s'appuyer sur les informations nombreuses issues des multiples suivis pour informer, alerter et fédérer les partenaires autour des enjeux du plan de gestion, mais aussi des engagements de la France sur les zones soumises à protection au titre Natura 2000, définir les possibilités de dépoldérisation/décloisonnement alors que ce genre de projet est à l'ordre du jour sur des baies et estuaires moins emblématiques du point de vue de leur rôle vis à vis de la ressource halieutique.

Concernant l'hydraulique, le plan de gestion ne met pas suffisamment en exergue les liens entre les habitats aquatiques estuariens et terrestres estuariens pour conserver et restaurer des fonctionnalités optimales des zones humides estuariennes, le caractère estuarien de ces habitats étant la grande spécificité de la Réserve.

Comment conserver le caractère halophile de certaines prairies alors que leur connexion avec le fleuve n'est pas pérenne? La connexion des habitats entre eux, le rôle fonctionnel majeur de ces connexions ne sont pas suffisamment explicités et soulignés. Les vannes, bien qu'offrant plus de possibilités de gestion, ne garantissent pas l'augmentation des volumes oscillants, la libre circulation des poissons et crustacés, la colonisation par des espèces emblématiques en déclin (civelle)... Les objectifs à long terme ne proposent aucune alternative clairement définie.

5. Concernant le point particulier des dates de travaux sur les mares, le Conseil scientifique prendra un avis ultérieurement après réflexion et analyse des éléments de débats.

Au final, il apparaît que ce 3^{ème} plan de gestion s'assimile à un plan de sauvetage des usagers sans jamais aborder cette notion au sujet des habitats et des fonctionnalités écologiques associées les plus menacées. Cette problématique renforce notre **avis défavorable** émis plus haut.